



Direction de la voirie et des Déplacements
Service du Patrimoine de Voirie
Gestion du Domaine Public

Instructeur SCPCD : CL

Numéro de dossier DU : PC 075 120 24 P0047

Nom du pétitionnaire : EPIC THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

Adresse du projet : 15 rue Malte Brun _ 75020

Objet DVD du projet : modification d'aspect extérieur par une extension, modification des accès

Date de consultation DVD : 03/01/2025

Historique du dossier et des différents PC antérieurs : permis initial

Avis DVD : DEFAVORABLE

Motifs de refus :

- Modification des accès par une mise en saillie sur le domaine public de voirie lors de l'ouverture
- Autorisation de surplomb du domaine public de voirie à demander auprès de la DVD

Paris le 6/1/25 L'adjoint à la Cheffe de la Section de Gestion du Domaine,

Service du Patrimoine de Voirie

Antoine Lemee

Détails de l'étude DVD sur le présent dossier :

En réponse à la présente consultation, je vous fais savoir que le projet présenté appelle de ma part les observations suivantes :

Concernant la voirie, le projet consiste en une modification d'aspect extérieur par une extension, modification des accès.

OBSERVATIONS PARTICULIERES :

1 - Alignement

Dans l'état existant, la construction occupe 100% de l'emprise foncière et est en alignement sur la rue Malte Brun avec un recul de façade en RDC. Sur la rue Malte Brun, rendue piétonne depuis la construction de l'équipement, le théâtre dispose d'une AOT pour la mise en place de large jardinière.

La façade de la rue Malte Brun est déposée et remplacée par un mur rideau à l'alignement. La façade sera en limite de propriété et l'ITE sera en débord de 30cm maximum.

Aucun piochage ne sera exécuté sur le domaine public.

Aucun élément de fixation ne devra empiéter sur le domaine public.

2 - Nivellement

Les plans mentionnent un niveau 0 du rez-de-chaussée par rapport au trottoir.

Le pétitionnaire devra adapter la construction présentée au nivellement de la voirie, tout particulièrement aux accès proposés à partir du domaine public où **il devra prévoir et mettre en œuvre dans sa propriété les dispositions nécessaires à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, à l'exclusion du domaine public de voirie.**

Aucun dispositif ultérieur de mise en accessibilité pour les PMR qui empiéterait sur le domaine public ne serait admis.

Le demandeur doit donc adapter ses locaux au nivellement de la voirie existante, en particulier au niveau de son/ses accès, depuis l'espace public de voirie. Il prendra directement contact avec la section territoriale de voirie **Nord-Est** pour toute demande complémentaire relative à ce nivellement.

3 - Repère de nivellement

Le repère de nivellement **rn79245** est situé au 5, rue Malte Brun. Le pétitionnaire pourra se référer à ce repère pour vérifier son nivellement. Pour toute question relative à un repère de nivellement, le pétitionnaire pourra joindre l'accueil de la division au 01.40.77.40.40.

4 - Défense incendie

Le pétitionnaire doit s'assurer que le projet est conforme à la réglementation en matière de sécurité incendie en tenant compte de la configuration existante des voies.

5 - Passage de porte cochère

Les passages de portes cochère sont existants et conservés.

6 - Porte de garage

Conformément à l'article R135-3-1 du code de la construction et de l'habitation dans le cas de toute nouvelle installation de porte automatique de garage dans les bâtiments et groupes de bâtiments d'habitation, le mouvement de la porte sera signalé, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, par un feu orange clignotant visible de l'aire de débattement. La signalisation doit précéder le mouvement de la porte.

8 - Retournement de véhicules

La sortie des véhicules de la propriété en marche arrière est interdite (ordonnance générale du 15 septembre 2071 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publiques à Paris).

Le pétitionnaire devra s'assurer que toutes les mesures seront prises pour garantir lors des manœuvres, la sécurité de la circulation sur le domaine public, en particulier celle des piétons.

9 - Portes

L'ensemble des portes de la rue Malte Brun sont en saillie sur le domaine public en position ouverte.

Débattement vers l'extérieur

Dans un espace ouvert aux usagers de la voie publique, et afin de préserver la sécurité des piétons, les portes ne doivent pas débattre en avant des façades. À titre dérogatoire, seules les issues de secours peuvent être en saillie sur l'alignement, lorsqu'elles sont ouvertes, **mais elles ne doivent pas être utilisées en usage normal.**

Même de quelques centimètres, le débord des portes peut être dangereux pour les piétons. La tolérance de 20 cm des saillies sur le domaine public, acceptée par le PLU (UG.20.2.1), concerne uniquement les éléments de construction fixes, qui participent à la composition architecturale des bâtiments existants ou à construire.

10 - Débords et saillies

La façade sera en limite de propriété et l'ITE sera en débord de 30cm maximum.

L'occupation du domaine public routier par des surplombs de constructions, peut être autorisée dès lors que ceux-ci sont conformes aux dispositions du PLU, ou de tout autre document qui s'y substituerait.

11 - Plaque de numérotation

Les propriétaires riverains sont tenus de ménager sur leurs bâtiments, des emplacements susceptibles de recevoir une plaque de numéro d'immeuble.

L'emplacement libre à réserver est un rectangle de longueur 0,50 m à la base et de hauteur 0,24 m, la base se trouvant à une distance par rapport au sol comprise entre 2 m et 3 m. Un second emplacement d'environ 8cm x 13cm doit être réservé à proximité de la sonnette de l'immeuble.

Les plans de numérotation sont arrêtés par la DU.

12 - Éclairage public

Un candélabre est implanté en vis-à-vis de la façade rue Malte Brun.

Cet équipement devra être protégé, ou en cas d'impossibilité, déposé avant le début des travaux. En cas de dépose, un éclairage de substitution pourra éventuellement être mis en place. À la fin du chantier, il devra être réimplanté au plus près de l'emplacement d'origine.

À cet effet, le pétitionnaire est invité à prendre contact avec la STV Nord-Est.

Les interventions sur cet équipement, résultantes du présent dossier d'urbanisme, **seront à la charge et aux frais du pétitionnaire** sous le contrôle de la STV20 et dans le respect du règlement de voirie de la ville de Paris.

13 - Ouvrages des services et des concessionnaires

Des ouvrages appartenant à des services et concessionnaires sont signalés à proximité du projet concerné par le présent projet. Les ouvrages, réseaux et concessionnaires présents sur le domaine public et sous trottoir seront à protéger et à laisser libre d'accès pendant les travaux.

Les modifications ou le déplacement d'ouvrages publics seront exécutés selon le règlement de voirie et à la charge du pétitionnaire.

14 - Aires de livraison

Les quais de chargement ou de déchargement devront être desservis par une aire de stationnement aménagée à l'intérieur de la propriété et devront avoir une profondeur suffisante pour que les véhicules puissent pénétrer entièrement à l'intérieur de la propriété pendant les opérations de manutention. Cette

aire est existante et non modifiée.

Les quais de chargement ou de déchargement ne devront en aucun cas être établis à l'alignement de la voie publique, mais devront être desservis par une aire de stationnement aménagée à l'intérieur de la propriété.

15 - Eaux pluviales

Le demandeur devra se conformer au plan Paris Pluie. La direction de la Propreté et de l'Eau veille à la bonne application du zonage d'assainissement de la ville de Paris. Il lui est également rappelé qu'en application du règlement sanitaire du département de Paris, la collecte des eaux pluviales doit se faire sur le domaine privé, sans déversement sur le domaine public, et que les descentes d'eaux pluviales devront pénétrer dans l'immeuble au-dessus du niveau du trottoir.

16 - Enseignes

Les installations d'enseignes doivent être conformes au règlement local de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes de la ville de Paris. Les autorisations doivent directement être sollicitées auprès de la Direction de l'Urbanisme.

Suite aux remarques émises sur l'ouverture en saillie des portes d'accès (point n° 9), j'émetts un avis **DEFAVORABLE** à la présente demande.

Tous renseignements complémentaires ayant rapport à l'occupation du domaine public pourront être obtenus auprès de la **Subdivision Occupation du Domaine** du Service du Patrimoine de Voirie/Section de Gestion du Domaine/Division de la Règlementation, Autorisations et Contrôle - 131, avenue de France – 75639 Paris Cedex 13 - Tel. : 01.42.76.41.50.

Tous renseignements complémentaires ayant rapport à la voie publique pourront être obtenus auprès de la Cheffe de la subdivision du **20ème** arrondissement - Section Territoriale de Voirie **NORD-EST**, 39, quai de la Seine - 75019 Paris Tél. : 01.53.38.69.00.

DISPOSITIONS GENERALES

A - Observations générales

- Les ouvrages, réseaux et concessionnaires présents sur le domaine public et sous trottoir, seront à protéger et laissés libres d'accès pendant les travaux.
- L'éclairage public devra être maintenu pendant la phase de chantier. Toutes les précautions devront être prises sur les équipements en place pendant toute la durée des travaux. Un éclairage de substitution pourra éventuellement être installé. Il est à noter que le maître d'ouvrage ne pourra s'opposer à la fixation d'une console d'éclairage public sur la façade de l'immeuble en cas de nécessité.
- Dans un espace ouvert aux usagers de la voie publique et afin de préserver la sécurité des piétons, les portes ne doivent pas débatter en avant des façades. À titre dérogatoire, seules les issues de secours peuvent être en saillie sur l'alignement lorsqu'elles sont ouvertes mais ne doivent pas servir en usage normal.
- En application du règlement sanitaire du département de Paris, la collecte des eaux pluviales doit se faire sur le domaine privé sans déversement sur le domaine public et les descentes d'eaux pluviales devront pénétrer dans l'immeuble au-dessus du niveau du trottoir.

B - Réalisation du chantier

Conduite des travaux

Fouille en bordure ou à proximité d'une voie publique ou d'une voie privée ouverte à la circulation publique :

Les terrassements devront être limités aux alignements de la voie publique et ne pourront en aucun cas s'étendre sur le domaine public. Les travaux devront être exécutés conformément aux règles de l'art, et toutes les dispositions de nature à assurer en toutes circonstances la parfaite stabilité des terrains du domaine public devront être prises.

Si nonobstant ces précautions et dispositions, des mouvements de terrain sont constatés sous le domaine public, l'Administration exécutera d'office et aux frais du constructeur, sur simple avis, les travaux nécessaires.

Le constructeur restera responsable de tous dégâts sur le domaine public et sur les ouvrages qu'il contient, même si la présence de ces derniers n'a pas été portée à sa connaissance, ainsi que de toutes conséquences et de tous accidents qui auraient pour cause les mouvements de terrain résultant des terrassements entrepris.

Les pollutions résultant du fonctionnement du chantier feront l'objet d'un nettoyage permanent ayant pour objet l'élimination de tous dépôts de boues et poussières dans les voies du voisinage.

Emprise sur la voie publique

La totalité des services du chantier (chargement des déblais, approvisionnement des matériaux, stationnement des véhicules, implantation des engins de levage et des baraquements provisoires liés au fonctionnement du chantier) devra être assurée sur le terrain privé.

En cas d'impossibilité, les services de voirie concéderont une emprise sur la voie publique à titre provisoire après avoir validé la proposition d'aménagement présentée par le pétitionnaire. Elle devra être maintenue en bon état pendant toute la durée des travaux.

Le maître d'ouvrage prendra en charge tous les aménagements nécessaires à l'établissement de cette emprise (dépose de mobiliers, déplacement d'ouvrages, mise en place de la signalisation réglementaire, etc) ainsi que toutes les dégradations constatées du fait du chantier. Le délai d'obtention d'une emprise est d'environ 2 mois.

Tirants d'ancrage

Dans le cas où la construction nécessite la mise en œuvre de tirants d'ancrage, une procédure de permission d'occupation du domaine public est à prévoir au préalable. Un délai d'environ 2 mois est à prévoir pour l'obtention de cette autorisation.

C - Ouvrages concessionnaires

Les ouvrages, réseaux et émergences présents sur le domaine public et sous trottoir, seront à protéger, et laissés libres d'accès pendant les travaux. Les modifications d'ouvrages, d'équipements ou d'accessoires existants occupant le domaine public routier, et nécessitées par les interventions, sont exécutées à la demande de l'intervenant et sous la responsabilité des gestionnaires des ouvrages concernés.

Les frais de ces modifications sont à la charge de l'intervenant. Elles seront réalisées soit par l'intervenant soit par l'occupant du domaine public suivant d'éventuels contrats privés, et conformément aux dispositions du règlement de voirie de la ville de Paris.

Le pétitionnaire devra éviter le déplacement de certains ouvrages (bouches d'incendie, de lavage, chambre de télécommunication, regards d'assainissement, etc). Nous attirons son attention sur le coût vraisemblablement très élevé de ces déplacements.

Le pétitionnaire aura à sa charge la réfection homogène du trottoir à l'issue des travaux. En particulier dans le cas où des interventions de différents concessionnaires nécessiteraient différentes ouvertures de fouilles sur une même portion de trottoir, le pétitionnaire en assumerait la réfection globale.

D - Modification et remise en état du domaine public

Dégradation du domaine public

Le pétitionnaire devra se conformer au règlement de voirie 2015, pour toute autre modification et remise en état à l'identique du domaine public de voirie rendue nécessaire par le projet, ainsi que pour les éventuels déplacements d'ouvrages et réseaux des concessionnaires, dont il n'aurait pas été fait mention.

Les travaux seront à la charge du demandeur.